

Très jalouses de leur indépendance, lorsqu'il s'agit de programmes, les ONG aiment se croire aux commandes. Elles préfèrent formuler ceux-ci avec leurs partenaires étrangers en espérant que le gouvernement acquiescera à leur demande de capitaux. Selon Rick Patten, président du CCCI et directeur exécutif du conseil national des YMCA, "les ONG préfèrent un modèle co-opératif (pareil à celui utilisé pour les allocations de l'aide monétaire d'urgence en Afrique) dans lequel elles avaient leur mot à dire en ce qui a trait à l'allocation de l'argent."

Cooptation, association ou mariage de raison

Les ONG canadiennes ont joui d'une relation spéciale avec leur gouvernement. On a fait l'éloge de cette association de co-opération dans le monde entier et on l'érige volontiers en exemple à suivre par les autres pays. Cette association n'a toutefois pas été sans problèmes. Les ONG qui n'étaient pas la branche internationale d'institutions plus grandes, disposant de capitaux indépendants (telles que le YMCA ou les Églises) sont devenues, ces dernières années, de plus en plus dépendantes des deniers publics. Ainsi, le principe selon lequel on "ne doit pas cracher dans la main qui nous nourrit" se fait sentir dans un propension à l'auto-censeur subtile et dans les priorités conflictuelles. Le cas du SUCO est à cet égard révélateur.

Les ONG britanniques avaient appris la même leçon quelques années auparavant. "Après l'arrivée au gouvernement de Mme Thatcher en 1979, nous dit Terry Lacey, ancien directeur exécutif de War on Want et président de International Broadcasting Trust, les ONG ont dû subir le contre-coup de la disparition progressive des subventions du gouvernement britannique. Cette crise nous a rendu plus fort. Nous nous sommes rendu compte que la seule façon pour nous de survivre était de devenir totalement commercial . . . nous nous sommes également rendus compte qu'à moins que nous nous battions ensemble notre disparition était imminente. Les ONG britanniques créèrent alors IBT, un consortium de quelque huit agences de développement, de groupes environnementalistes, éducatifs, féministes, etc. qui se spécialise dans la production audio-visuel pour la télévision, et dont les profits sont utilisés pour subventionner les programmes des organisations membres.

Au Canada, les secteurs gouvernemental et non-gouvernemental sont interdépendants. Toutefois, la question de l'autonomie des ONG et de leur capacité à formuler une politique indépendante devient particulièrement importante dans les cas où la politique officielle du gouvernement rentre en conflit avec les conceptions des agences bénévoles, comme c'est le cas au sujet de l'Amérique centrale.

En 1982, le politologue Cranford Pratt soutenait que "le gouvernement n'agit pas avec les groupes de pression oeuvrant dans le domaine du développement de la même manière qu'il le fait avec le monde des affaires et de l'industrie parce qu'il n'attache pas la même importance aux questions